

Le nouveau Gouvernement du Pakistan

LE 7 OCTOBRE 1958, le président Iskander Mirza et l'Armée pakistanaise, agissant de concert, ont dissous les gouvernements central et provinciaux du pays, abrogé la constitution, aboli tous les partis politiques et proclamé la loi martiale. Le général Ayoub Khan, qui a assumé les fonctions de principal administrateur de la loi martiale et de commandant suprême des forces armées, a donné les raisons de son action dans un discours à la nation radio-diffusé le lendemain :

Nous avons pris cette mesure rigoureuse et extrême avec une grande répugnance, mais avec la conviction profonde que, sans cela, le pays était voué à la désunion et à la ruine totale . . . Comme vous le savez, des conditions chaotiques ont été créées par des égoïstes qui, se présentant comme des chefs politiques, ont ravagé le pays ou essayé de le vendre pour leur profit personnel . . . N'ayant rien de constructif à proposer, les politiciens ont exploité les sentiments provinciaux, le sectarisme et les différences religieuses et raciales pour diviser les Pakistanais entre eux . . . Tout cela a abouti au chaos total dans le pays, au point de vue administratif, économique, politique et moral; cet état de choses ne saurait être toléré à cette époque critique. Le Pakistan a beaucoup trop de problèmes intérieurs à résoudre et de dangers extérieurs à prévenir.

Le 27 octobre, le général Ayoub Khan a succédé au général Mirza comme président et formé un cabinet composé de huit civils et de quatre militaires. Depuis, l'Armée s'est retirée peu à peu de l'administration directe du pays et a transmis la plupart de ces fonctions au service civil permanent, qui travaille sous la direction du cabinet et des deux gouverneurs provinciaux. De façon semblable, la plupart des tribunaux militaires ont été dissous et les tribunaux habituels, qui sont restés inchangés, font la plus grande partie du travail. Cela est conforme à la ligne de conduite du Gouvernement, annoncée dès le début, d'après laquelle il utiliserait les organismes civils autant que possible et ne recourrait à la loi martiale que pour assurer l'application rigoureuse des lois existantes sur des questions telles que le carottage parmi les fonctionnaires, la corruption, la resserre, le marché noir et autres formes d'activité antisociale. Pourtant, bien que le Gouvernement du général Ayoub soit décidé à utiliser les organismes civils dans la mesure du possible, il a tâché aussi d'accroître leur efficacité. Afin de parvenir à ce but plus rapidement, il a organisé un système complexe de comités chargés de procéder à une enquête sur tous les fonctionnaires du centre, des provinces, des bureaux secondaires et des municipalités telles que la ville de Karachi. Une note publiée dans la presse a affirmé: "Le Gouvernement n'a pas l'intention de se lancer dans la chasse aux croque-mitaines; il veut simplement découvrir les cas d'incompétence ou de corruption flagrantes". Le Gouvernement se propose aussi de modifier la méthode de recrutement pour le service de l'État, de fonder une école pour les fonctionnaires et de réduire les formalités administratives.

Mesures économiques et sociales

Parmi les nouvelles mesures prises par le Gouvernement, celles qui auront probablement la plus grande portée concernent l'institution de réformes